

## Annexes

### Ouvrages :

- « Des procédures internes, Contribution à l'étude de la décision de l'employeur en droit du travail », *L.G.D.J.*, « Bibliothèque de droit social », 2008, préf. A. Lyon-Caen.

### Chapitres d'ouvrages collectif :

1. « Rémunération et détachement : vers une exigence d'égalité ? », in *Un salaire minimal pour l'Europe ?* Dalloz, Thèmes et commentaires, à paraître juin 2019. Actes de colloque.
2. « Droit applicable au navigant : retour sur 30 années de jurisprudence », en collaboration avec H. Nasom-Tissandier, in *A droit ouvert, Mélanges en l'honneur d'Antoine Lyon-Caen*, Dalloz, 2018, pp.495-509. Rédaction des pages 495 à 503.
3. « La personnalisation : une « managérialisation du droit » au profit de la professionnalisation de la fonction RH ? », en collaboration avec C. Perrin-Jolly, in *Interroger les nouvelles formes de gestion des ressources humaines : dispositifs de personnalisation, acteurs et effets*, Octares, 2017, pp. 13-29. Rédaction des pages 13 à 23. Actes de colloque.
4. « Extension de la compétence du CHSCT et émergence d'une argumentation judiciaire renouvelée », in *Clinique du travail et évolutions du droit*, PUF, 2017, pp. 221-230.
5. « Le juge et le processus de décision », in *Le juge et la décision de gestion*, ouv. coll. sous la direction de A. Lyon-Caen et Q. Urban, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2006, pp.55-64. Actes de colloque.

### Articles dans revues internationales à comité de lecture :

- « Le lien santé-travail au prisme de la prévention. Perspectives juridiques », en collaboration avec C. Wolmark, *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé* » [En ligne], 20-1 | 2018, mis en ligne le 01 novembre 2016, URL : <http://journals.openedition.org/pistes/5560> ; DOI : 10.4000/pistes.5560. Rédaction des n°43 à 79.

### Articles dans revues nationales à comité de lecture :

1. « CHSCT : quel contrôle de l'expertise? », controverse avec J.B. Cottin, *RDT* 2013, p. 773.
2. « Faut-il réviser la directive détachement ? », controverse avec M. Del Sol, M. Le Barbier-Le Bris, *RDT* 2012, p. 262.
3. « Charge de travail et représentants du personnel », *Dr. soc.* 2011, pp. 758-763.
4. « Le CHSCT dans la décision d'organisation du travail », en collaboration avec S. Guedes da Costa, *RDT* 2010, pp. 419-427. Rédaction des pages 419 à 423.

### Articles dans revues nationales sans comité de lecture :

1. « Effectivité de l'obligation de sécurité et atteinte effective à la santé : quelle conception juridique de la prévention ? », *RJS* 2016, pp. 565-570.
2. « Prévention des risques et droit des réorganisations - dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge », *Dr. ouvr.* 2015, pp. 340-345.
3. « Analyse des projets de directive et de règlement sur le détachement des travailleurs », *LSE* mars 2012, pp. 5-15.
4. « Droit applicable et « protection » du travailleur détaché », *SSL* suppl. n°1465, 2 novembre 2010, pp. 39-42. Actes de colloque.
5. « De la stratégie comme objet d'information et de consultation du comité d'entreprise », *SSL* suppl. n° 1380, 22 décembre 2008, pp. 11-15. Actes de colloque.
6. « La protection des salariés dans le cadre d'un détachement transfrontalier », *revue du GISTI*, Immigration et marché du travail en Europe, Actes de la journée du 21 mars 2005, juin 2005, pp. 11-17.

### **Participation à des chroniques :**

#### ***Chronique de droit social international et européen de la revue Droit Ouvrier :***

La chronique a été créée en 2017. Il s'agit d'une chronique bi-annuelle, tous les membres ne contribuent pas à chaque parution de la chronique.

- « Directive transfert et avantages conventionnels : une nouvelle mésaventure du droit collectif allemand face au droit de l'Union », note sous CJUE 17 avril 2017, aff. C-680/15, *Dr. ouvr.* 2017, pp. 576-579.

#### ***Chronique « L'actualité de la jurisprudence européenne et internationale » de la Revue de Jurisprudence Sociale :***

Je contribue de manière régulière dans cette chronique depuis 2005. Depuis 2007, mes contributions sont en moyenne de 3 / 4 par an. Il s'agit de contribution qui font entre 1 et 3 pages selon l'importance de la décision commentée.

1. « Indemnité de fin de contrat et égalité de traitement », obs. sous CJUE 21 novembre 2018, aff. 619/17, *Ministerio de defensa c/ Ana de diego Porras*, *RJS* 2019, à paraître.
2. « Travail de nuit de la travailleuse allaitante : l'absence d'évaluation circonstanciée des risques constitue une discrimination directe fondée sur le sexe », obs. sous CJUE 19 septembre 2018, aff. 41/17, *Isabel Gonzalez Castro c/ Mutua Umivale, Prosegur Espana SL, Instituto Nacional de la Seguridad Social*, aff. 41/17, *RJS* 2019, p. 84.
3. « Non-discrimination à raison du statut juridique : la durée du contrat peut être indifférente », obs. sous CJUE 25 juillet 2018, aff. 96/17, *A. c/ Consorci Sanitari de Terrassa*, *RJS* 2018, p. 859.

4. « Contrôle de l'ordinateur du salarié : la construction française avalisée », obs. sous CEDH 22 février 2018, req. 588/13, L. c/ France, *RJS* 2018, p. 553.
5. « Obligation d'information des salariés sur la vidéosurveillance, quelle teneur ? », obs. sous CEDH 9 janvier 2018, n°1874/13, L. c/ Espagne, *RJS* 2018, p. 387.
6. « Perte d'un marché dans le secteur du gardiennage et de la surveillance et notion de transfert d'entreprise », obs. sous CJUE 19 octobre 2017, aff. 200/16, *securitas et Tecnologia de Segurança SA c/ ITCS Portugal*, *RJS* 2018, p. 198.
7. « Quels enseignements tirer de la jurisprudence européenne pour les « accords emploi » des ordonnances Macron ? », obs. sous CJUE 7 septembre 2017, aff. 174/16, H. c/ land Berlin et CJUE 21 septembre 2017, aff. 429/16, *RJS* 2018, p. 6.
8. « Handicap et égalité de traitement : l'art de la comparaison », obs. sous CJUE 9 mars 2017, aff. 406/15, *Petya Milkova c. Izpalnitelen direktor na Agenstiata za privatizatsia i sledprivatizationen control*, *RJS* 2017, p. 450.
9. « Notion de travailleur intérimaire : quelle place pour le droit national ? », obs. sous CJUE 21 novembre 2016, aff. 216/15, *Betriebsrat der Ruhrlandklinik gGmbH c/ Ruhrlandklinik gGmbH*, *RJS* 2017, p. 107.
10. « Succession de CDD et déficit structurel de main d'œuvre », obs. sous CJUE 14 septembre 2016, aff. 16/15, P. c/ *Servicio Madrilenos de Salud*, *RJS* 2016, p. 817.
11. « Calcul des droits au congé annuel payé et modification du rythme de travail », obs. sous CJUE 11 novembre 2015, aff. 219/14, G. c/ *The care Bureau Ltd*, *RJS* 2016, p. 208.
12. « L'établissement : cadre normal d'appréciation du caractère collectif des licenciements », obs. sous CJUE 30 avril 2015, aff. 80/14, *Union of Shop Distributive and Allied Workers (USDAW) c/ WW Realisation 1 Ltd*, *RJS* 2015, p. 507.
13. « Le droit au congé parental : un outil dans la lutte pour l'égalité des hommes et des femmes », obs. sous CJUE 16 juillet 2015, aff. 222/14, M. c/ *Ypourgos Dikaiosynis, Diafaneias kai Anthroponin Kidaiomaton*, *RJS* 2015, p. 666.
14. « Le régime juridique du salaire minimal du travailleur détaché est précisé par la Cour de justice », obs. sous CJUE 12 février 2015, aff. 396/13, *Sähköalojen ammattiliitto ry c/ Elektrobudowa Spolka Akyjna*, *RJS* 2015, p. 362.
15. « Détachement et mesures nationales de contrôle », obs. sous CJUE 3 décembre 2014 aff. 315/13, *De Clercq*, *RJS* 2015, p. 222.
16. « La maternité ne met pas fin à la qualité de travailleur », obs. sous CJUE 19 juin 2014 aff. 507/12, *Jessay Saint Prix c / secretary of State for Work and Pensions*, *RJS* 2014, p. 559.
17. « Avantages réservés en raison du statut matrimonial et discrimination liée à l'orientation sexuelle », obs. sous CJUE 12 décembre 2013 aff. 267/12, *Hay c/*

Crédit agricole mutuel de Charentes-Maritime et des Deux-Sèvres, *RJS* 2014, p. 310.

18. « Notion de salaire minimum au sens de la directive 96/71 », obs. sous CJUE 7 novembre 2013 aff. 522/12, *Isbir c/ DB Services GmbH*, *RJS* 2014, p.76.
19. « L'absence du chef d'entreprise peut-elle justifier une remise tardive des registres du temps de travail à l'inspecteur du travail ? », obs. sous CJUE 30 mai 2013, aff. 342/12, *Worten c/ Autorodide para as Condições de Trabalho*, *RJS* 2013, p. 655.
20. « La directive 99/70 relative au travail à durée déterminée ne s'applique pas aux relations de travail intérimaire », obs. sous CJUE 11 avril 2013, aff. 290/12, *Della Roca c/ Poste italiana Spa*, *RJS* 2013, p. 443.
21. « Lutte contre le faux travail indépendant : un objectif légitime à concilier avec la libre prestation de services », obs. sous CJUE 19 décembre 2012 aff. 577/10, *Commission européenne c/ Royaume de Belgique*, *RJS* 2013, p. 163.
22. « Les membres d'un syndicat peuvent-ils abuser de leur liberté d'expression ? », obs. sous CEDH 12 septembre 2011, n°28955/06, *Palomo Sanchez c/ Espagne*, *RJS* 2012, p. 86.
23. « Harcèlement moral et point de départ du délai de prescription », obs. sous TFPUE 8 février 2011 aff. F-95/09, *Skareby c/ Commission européenne*, *RJS* 2011, p. 756.
24. « Autonomie normative des communautés religieuses et liberté de manifester sa religion », obs. sous CEDH 3 février 2011, n°18136/02, *Siebenhaar c/ Allemagne*, *RJS* 2011, p. 357.
25. « Organisation religieuse et licenciement pour motif d'adultère », obs. sous CEDH 23 septembre 2010 n° 425/03, *Obst c. Allemagne* et CEDH 23 septembre 2010 n° 1620/03, *Schüth c/ Allemagne*, *RJS* 2011, p. 11.
26. « Clauses de non – régression : à objet clair, portée ambiguë », obs. sous CJUE 24 juin 2010, aff. 98/09, *Sorge c/ Poste Italiana SpA*, *RJS* 2010, p. 653.
27. « La rupture des contrats de travail suite au décès de l'employeur personne physique relève-t-elle du champ d'application de la directive 98/59 », obs. sous CJCE 10 décembre 2009, aff. 323/08, *Rodriguez Mayor c/ Rafael de las Heras Davila*, *RJS* 2010, p. 261.
28. « Droit d'alerte, devoir d'alerte et incidence du destinataire de l'information dans le contrôle du respect de la liberté d'expression », obs. sous CEDH 19 février 2009, n°4063/04, *Marchenko c/ Ukraine*, *RJS* 2009, p. 608.
29. « Liberté de circulation et octroi d'aides financières aux étudiants ressortissants d'Etats membres : les réticences subsistent », obs. sous CJCE 18 novembre 2008, aff. 158/07, *Förster*, *RJS* 2009, p. 199.
30. « Garantie des créances salariales d'entreprises transfrontalières : la Cour définit le concept d'entreprise ayant des activités sur le territoire d'au moins deux Etats membres », obs. sous CJCE 16 octobre 2008, aff. 310/07, *Svenska Staten c/ Holmqvist*, *RJS* 2008, p. 14.

31. « Protection de la maternité », obs. sous CJCE 26 février 2008, aff. 506/06, Sabine Mayr c/ Bäckerei und Konditorei Gerhard Flöckner OHG, *RJS* 2008, p. 499.
32. « Droit de mener une action collective et liberté de prestation de services », obs. sous CJCE 18 décembre 2007, aff. 341/05, Laval un Partneri Ltd c/Svenska Byggnadsarbetareförbundet et a., *RJS* 2008, p. 179.
33. « Maternité et rupture du contrat de travail », obs. sous CJCE 11 octobre 2007, aff. 460/06, N. Paquay c/ Société d'architectes Hoet, *RJS* 2008, 103.
34. « Quelle égalité de traitement entre salariés à durée déterminée et durée indéterminée ? », obs. sous CJCE 13 septembre 2007, aff. 307/05, Del Cerro Alonso, *RJS* 2007, p. 993.
35. « Portée et étendue de l'obligation de sécurité pesant sur l'employeur : la clause du « raisonnablement praticable » est-elle compatible avec la directive 89/391 ? », obs. sous CJCE 14 juin 2007, aff. 127/05, Commission des Communautés européennes c/ Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, *RJS* 2007, p. 783.
36. « Le prélèvement sur salaire de cotisations syndicales : droit au respect des biens patrimoniaux et liberté syndicale », obs. sous CEDH 13 février 2007, aff. 75252/01, Evaldsson c/ Suède, *RJS* 2007, p. 516.
37. « Application de la directive 75/129 et cessation d'activité de l'entreprise », obs. sous CJCE 7 septembre 2006, aff. 187/05 à 190/05, Agorastoudis et a. c/ Goddyear Hellas ABEE et a., *RJS* 2007, p. 17.
38. « Projet de fusion et communication d'informations privilégiées », obs. sous CJCE 22 novembre 2005, aff. 384/02, Anklagemyndigheden c/ Knud Grøngaard et Allan Bang, *RJS* 2006, p. 359.

## **Notes d'arrêt / commentaires de loi**

### ***Revue de Droit du Travail (RDT)***

1. « Opération de concentration et information du CE », obs. sous Cass. soc. 26 octobre 2010, *RDT* 2011, p.123.
2. « De la portée de l'obligation de mettre en place un plan de sauvegarde de l'emploi dans une entreprise à dimension internationale », obs. sous Cass. soc. 23 septembre 2008, *RDT* 2008, p.737.
3. « De l'obligation d'informer le salarié sur le contenu du plan de sauvegarde de l'emploi », obs. sous Cass. soc. 25 juin 2008, *RDT* 2008, p. 601.

### ***Revue Droit ouvrier***

1. « Le droit du licenciement autorise-t-il l'établissement d'un plan de sauvegarde de l'emploi par établissement ? », note sous CA Paris 13 janvier 2014, *Dr. ouvr.* 2014, p.408.

2. « Action en justice d'une organisation syndicale pour obtenir le respect des prérogatives du Comité d'entreprise : la recevabilité contestée », note sous CA Paris 19 mai 2011, *Dr. ouvr.* 2011, pp. 682-683.
3. « Groupement d'entreprises et délégué commun : identification de la personne morale pénalement responsable en cas d'accident du travail », Note sous Cass. crim. 13 octobre 2009, *Dr. ouvr.* 2010, pp. 543-546.
4. « Action en justice d'un comité d'entreprise et transfert d'entreprise », note sous CA Paris 18 décembre 2008, *Dr. Ouvr.* 2009, p. 447.
5. « Le délai de forclusion de 15 jours prévu à l'article L. 321-16 ne s'applique pas aux actions judiciaires portant sur le fond de la consultation du Comité d'entreprise », Note sous TGI Clermont Ferrand (référé), 10 janvier 2006, *Dr. ouvr.* 2006, pp. 455-457.

### **Recueil Dalloz**

- Commentaire de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005, Répertoire de Droit du travail, *Encyclopédie juridique Dalloz*, mars 2005, pp. 3-12.
- Publication de sommaires commentés dans le Recueil Dalloz, avec l'Institut de Recherche sur l'Entreprise et les Relations Professionnelles (URA CNRS n° 701) :
  - « Contrat de travail international et comparaison des lois applicables », obs. sous Cass. soc. 12 novembre 2002, *D.*2003, p. 387.
  - Obs. sous Cass. soc. 9 octobre 2001, *D.* 2002, p. 766.
  - Obs. sous Cass. soc. 18 avril 2000, *D.* 2001, p. 821.

### **Contribution à la rubrique « kiosque » de la Revue de Droit du Travail :**

Recensions d'ouvrages publiés dans le domaine du droit social :

1. « L'étranger et la protection sociale », Lola Isidro, Dalloz, coll. « nouvelle bibliothèque de thèses, préf. C. Wolmark ; *RDT* 2017, p.569.
2. « Risques psychosociaux en droit social », ouv. coll. sous la direction de L. Lerouge, Dalloz, 2014 ; *RDT* 2014, 592.
3. « La convergence des jurisprudences de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat », LGDJ 2013, t. 60, préf. A. Mazeaud ; *RDT* 2014, 219.
4. « Les modèles sociaux en Europe, Quel avenir face à la crise ? » Ouv. Collectif sous la direction J-C Defraigne, J-L Meulemeester, D. Duez, Y. Vanderborght, Bruylant, coll. « idées d'entreprise », 2013 ; *RDT* 2014, 74.
5. « Risques du travail, la santé négociée », Ouv. Coll. sous la direction de C. Courtet, M. Gollac, éd. La Découverte, coll. « recherches », 2012 ; *RDT* 2013, 224.

